



> Sommaire

Forces françaises en Afrique

La réforme du dispositif

3 questions à

Olivier Stirn

Conseiller Elysée pour l'UPM

Point de vue

Le « oui » de Mayotte

Guinée

Comprendre la Guinée

Télégrammes

Agenda, Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

Grands Lacs

LA
POUDRIERE
DU KIVU

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersde.lafrrique.fr

Tchad - Soudan



Des frontières sous haute tension

Les récentes incursions des groupes armés tchadiens, venus du Soudan, dans l'est du Tchad puis les raids de l'armée tchadienne menés le long de la frontière et à l'intérieur du Soudan font craindre une nouvelle fois des risques de déstabilisation régionale.

Les deux pays voisins s'accusent de soutenir les rébellions en lutte contre leurs régimes respectifs. En 2008, les rebelles tchadiens avaient déjà été repoussés aux portes de la capitale Ndjamena.

Cette « zone des trois frontières » Tchad-Soudan-RCA, sous le contrôle de la Minurcat (forces de l'ONU) qui a pris la suite de l'Eufor (forces européennes) est le point névralgique de la région. L'instabilité fragilise de plus en plus la Centrafrique, en proie elle aussi à une rébellion interne. L'hostilité qui persiste entre Ndjamena et Khartoum contribue fortement à empêcher la résolution du conflit au Darfour, qui a fait plus de 300.000 morts depuis six ans.

Sur ces frontières fragiles et tourmentées, aucune issue de sortie de crise, pour le moment, ne se dessine.

**E
D
I
T
O**

2009, une année d'élections

Le nombre et l'importance des élections générales qui marquent 2009 en font une année riche de sens en la matière.

Au Ghana, le bon déroulement du vote et de l'alternance ont confirmé l'ancrage démocratique du pays.

En Afrique du Sud, une consultation électorale rondement menée, vient de permettre au nouveau leader de l'ANC, d'accéder au pouvoir et d'incarner le changement dans la continuité.

Le Congo est sur le point de tenir en juin, à l'échéance prévue, des élections ouvertes.

La Guinée et la Côte d'Ivoire devraient voter à la fin de l'année. La première pour venir à un régime civil, la seconde pour marquer l'issue d'une très longue crise. Dans ces deux pays, par ailleurs très différents, la date des élections reste incertaine, comme est incertain le délai de réalisation des conditions qui leur donneront toute leur portée.

A travers les difficultés et au delà d'elles, relance économique et sociale et relance politique sont appelées à s'épauler mutuellement.

Madagascar

La crise s'enlise

C'est toujours la confusion dans la grande île, trois mois après la prise de pouvoir mouvementée par Andry Rajoelina. Les négociations de sortie de crise entamées n'ont

pas encore permis de clarifier la situation alors que le président en exil, Marc Ravalomanana, se considérant toujours comme le président légitime, paraît décidé à revenir s'il en a l'occasion.

FORCES MILITAIRES

La France réorganise son dispositif

Alors que l'effort militaire français au Moyen-Orient - Afghanistan et Abu Dhabi - nécessite des redéploiements d'effectifs et de moyens, qu'en est-il de la réorganisation du dispositif militaire français (11000 hommes) en Afrique, annoncée, il y a quelques mois, par le Président Sarkozy ?

Le dispositif pré positionné

Il s'appuie sur les bases de Djibouti (2900 hommes), de Dakar au Sénégal (1200), de Libreville au Gabon (1000), de Ndjamena au Tchad (1000), et de Port-Boué en Côte

d'Ivoire (950). La présence de ces bases résulte d'accords bilatéraux de défense et de coopération militaire. Elles servent d'appui à la coopération avec les forces armées nationales du pays où elles se trouvent. Elles permettent en outre de soutenir la projection de forces françaises dans les pays voisins, à la demande des gouvernements concernés et/ou des Nations Unies.

Les forces d'opérations extérieures

Ce sont les forces envoyées pour des missions particulières de sécurité, parfois courtes parfois durables, à la demande des autorités des pays concernés, où par mandat des Nations Unies. Au Tchad, il



Militaires français du 43^{ème} BIMA (Abidjan)

s'agit du dispositif « Epervier », qui a été mis en place en 1986, à la demande des autorités tchadiennes, pour contribuer à la protection de l'intégrité territoriale du pays.

En Côte d'Ivoire, l'opération « Licorne », destinée à constituer une zone tampon entre les forces rebelles du nord et l'armée ivoirienne au sud, et organisée sous les auspices de Nations Unies, s'est ajoutée aux forces pré positionnées.

(suite page 2)

Forces françaises (suite)

(suite)... Elle a conduit la France à envoyer jusqu'à 4000 hommes. Paris a récemment décidé de réduire de moitié le dispositif Licorne, et se prépare à y mettre fin dès que possible.

La réorganisation du dispositif

Il est naturel que les missions évoluent au fur et à mesure qu'évoluent les missions de la France dans le monde et les besoins des états africains partenaires. Le Président Sarkozy a estimé, dans son discours prononcé à Johannesburg, que le moment d'une révision de ces accords était venu.

La réorganisation des bases

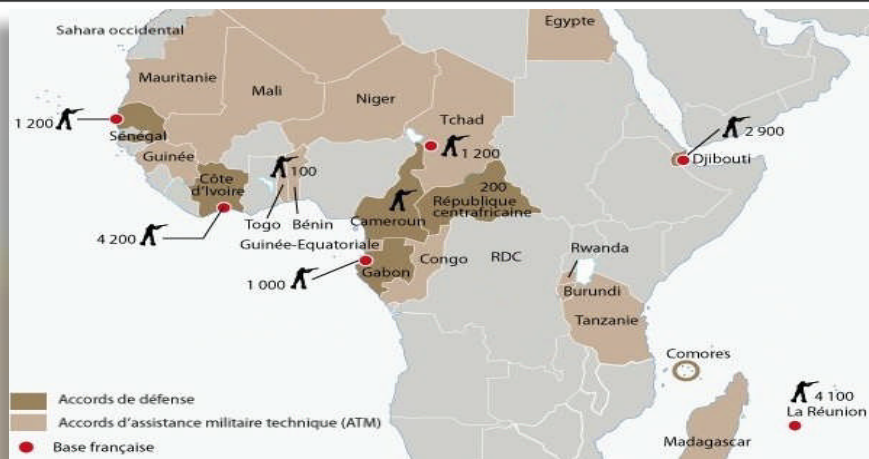
Il semble que l'on s'oriente vers une réduction du nombre des bases qui pourrait passer à

trois : Dakar à l'ouest, Libreville au centre, et Djibouti à l'est. Mais rien n'est encore définitivement décidé et la question de la Côte d'Ivoire est encore notamment en débat.

Le rôle des forces françaises

Paris insiste sur la nécessité pour elles de développer une coopération favorisant la bonne prise en charge des questions de sécurité par les forces armées africaines. Il s'agit dans ce sens, d'apporter un appui notamment technique et de formation, aux composantes régionales de la Force Africaine, dont la création a été décidée au niveau l'Union Africaine, dans le cadre du programme RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix). Depuis 2007, un officier

Forces et bases militaires françaises en Afrique 2009



général français est affecté auprès de chacune

des organisations régionales.

L'idée du soutien à la constitution d'une telle force inter-africaine a été longtemps soutenue par Washington. Elle l'est encore. Cette idée est aussi défendue par l'Union Européenne, qui y voit l'avantage d'enraciner en Afrique les décisions de maintien de la paix. Les opérations récentes de l'Eufor au Congo, puis dans le cadre de la crise soudanaise, sont des exemples significatifs de ce qui est possible et utile.

Il reste qu'en tout cas en Afrique francophone, la France

est la mieux placée, après 50 ans d'une coopération active et en constante évolution, pour accompagner dans la modernité, le soutien à la sécurité et à la paix.

UPM

L'Union pour la Méditerranée

qui succède au « processus de Barcelone », a été fondée en 2008 à l'initiative de la France. Elle est composée de 44 pays membres, les 27 de l'UE et les 17 des rives méditerranéennes. Elle vise à réaliser de grands projets de développement, notamment dans l'énergie et l'environnement. L'UPM, dont le siège est à Barcelone, rencontre des difficultés du fait du conflit israélo-palestinien.

3 questions à

Olivier Stirn



Conseiller à la Présidence de la République française pour l'Union pour la Méditerranée (UPM)

L'UPM suscite de nombreuses inquiétudes au sud du Sahara sur les risques que le projet fait porter à l'aide publique au développement du continent noir.

La lettre de l'Afrique: L'UPM ne risque-t-elle pas de provoquer un élargissement du fossé entre le Maghreb et l'Afrique?

O. Stirn : La mission que m'a confié le Président de la République consiste à créer des liens entre l'Union pour la Méditerranée et l'Union Africaine. Il s'agit de montrer que l'Union pour la Méditerranée n'est pas un fossé entre l'Europe et l'Afrique noire mais un pont.

J'ai vu le Président sénégalais Wade il y a un mois et rencontrerai le président de la Commission de l'Union africaine Jean Ping et le chef d'état libyen Mouammar Kadhafi. Je leur montrerai par des projets concrets comment on peut associer les deux Unions. Par exemple, l'énergie solaire. Un énorme effort sera fait dans ce domaine par l'UPM, et étendu ensuite à l'Afrique noire. Je note

d'ailleurs que la Libye, qui n'est pourtant pas encore membre de l'UPM, souhaite être associée à ce projet. Il en est de même pour des liaisons routières, par exemple entre Dakar et Rabat via la Mauritanie, ou pour un gazoduc entre le Nigeria et l'Algérie.

LLA : L'intégration régionale africaine, pilier fondateur du NEPAD, n'est-elle pas condamnée par l'intégration économique régionale de l'UPM ?

O. Stirn : Le projet des Etats-Unis d'Afrique reste un idéal vers lequel il faut tendre. Mais en attendant, il faut renforcer les entités régionales: la CDEAO, pour l'Afrique de l'Ouest, la CEMAC pour l'Afrique centrale, l'EAC pour l'Afrique de l'Est et le SADC pour l'Afrique australe.

L'Union pour la Méditerranée n'est en rien contradictoire avec ces ambitions. Une réussite de l'UPM ne peut qu'aider le NEPAD à atteindre ses objectifs.

LLA: Quel discours la France peut-elle tenir à l'Afrique subsaharienne en matière

de coopération par rapport aux efforts qu'elle fournit au lancement de l'UPM ?

O. Stirn : Les soutiens apportés par la France à l'Afrique subsaharienne seront améliorés et ne sont pas concurrents avec ceux faits en faveur de l'UPM. Toute l'Afrique doit bénéficier des investissements faits par la France et l'Europe.

LLA : Dans le contexte actuel de difficultés financières internationales, quel peut être l'avenir de l'UPM ?

O. Stirn : L'avenir de l'UPM est prometteur. Les financements sont déjà trouvés pour réaliser de nombreux projets économiques, culturels ou touristiques. Le règlement du conflit du Proche Orient sera facilité et ensuite créera une dynamique nouvelle. L'avenir des pays européens et celui des pays de la rive Sud de la Méditerranée sont liés. Rapprocher leur destin va dans le sens de l'histoire et découle aussi de la mondialisation.

Mayotte

Une intégration à réussir

Au-delà du vote des Mahorais, le 29 mars dernier, en faveur de la départementalisation, avec 95,2% de « oui » et de la satisfaction affichée par les autorités nationales et locales, se profilent des difficultés qu'il faudra affronter et tenter de résoudre.

Le « non » de Doha

La départementalisation éloigne encore plus Mayotte de la Fédération Comorienne et il était inévitable que les dirigeants des 22 membres de la Ligue arabe, dont la république des Comores, proclament au sommet de Doha, leur « *rejet de l'occupation française et demandent à la France de poursuivre le dialogue avec le gouvernement comorien pour parvenir à un règlement garantissant le retour de l'île Mayotte sous la souveraineté des Comores* ».

Le gouvernement des Comores, avec également le soutien de l'UA, considère cette consultation dans un « *territoire occupé* » comme « *nulle et non avenue* ». Il est vrai que l'UA se trouve dans une position difficile affirmant toujours « *l'intangibilité des frontières héritées de*

la colonisation », elle voit après la séparation de l'Erythrée et de l'Ethiopie (il s'agissait d'une affaire interne) ce principe contourné. Le groupe de travail mis en place entre les Comores et la France, pour discuter des nouvelles relations entre les îles comoriennes et Mayotte, aura à relever un défi particulièrement ardu.

Les incertitudes locales

Il est à craindre que la fracture entre les îles s'approfondisse, tout au moins pendant un certain temps, car le statut départemental va apporter à Mayotte de nouveaux avantages qui stimuleront encore plus les

« **Le changement de statut est porteur d'incertitudes** »

tentations à l'émigration des voisins Comoriens et aggraveront les rancœurs.

Il est à prévoir que l'île de la Réunion va devenir une sorte de « tuteur » dans cette



101^{ème} département français

évolution, ce qui rapprochera les deux départements mais participera aussi à l'éloignement de Mayotte de la Fédération voisine. Déjà, quatre partis politiques mahorais de gauche se sont réunis récemment à l'Etang-Salé (Réunion) pour s'informer sur la départementalisation et Saïd Ahamadi (Parti Socialiste Mahorais) a noté l'importance de La Réunion, « *trait d'union entre Mayotte et la Métropole* ».

Enfin, il faudra du temps et des efforts aux autorités comme aux populations, pour réaliser l'adaptation des modes de vie en général et de droits coutumiers en particulier, aux lois de la république.

Mais la difficulté même de l'enjeu lui donne son meilleur sens : une fois de plus, la France a l'occasion de s'affirmer plurielle.

GUINEE- CONAKRY

Une transition délicate : *entre pouvoir militaire et élections annoncées*

La Guinée va-t-elle bientôt reprendre toute sa place en Afrique ? L'ouverture récente d'une période de transition permet de l'espérer. Mais la communauté internationale hésite, sur la manière de comprendre et d'agir.

Le poids de l'histoire

Lorsqu'à l'indépendance, en 1958, Sekou Toure choisit la rupture avec la France et instaura une dictature de type stalinien ; la Guinée entra alors dans une forme d'isolement peu propice à son développement. A la mort du leader historique en 1984, des pouvoirs forts mais

peu démocratiques ne parvinrent pas davantage à servir le progrès économique et social. Les terribles guerres civiles de Sierra Leone et du Liberia dans les années 2000, n'arrangèrent pas les choses, notamment dans les zones frontalières.

Une nouvelle donne politique

L'installation récente d'un nouveau régime à Conakry, alors que la paix s'est stabilisée en Sierra Leone et au Libéria, change la donne politique. Le Capitaine Moussa Dadis Camara, certes arrivé au pouvoir

par des voies non constitutionnelles, se présente résolument comme chargé d'une transition, et déclare vouloir organiser rapidement des élections. Plutôt que de mettre en doute ses intentions et de commettre l'erreur de

l'isoler politiquement, ainsi que de refuser l'aide économique et financière dont les dix millions de guinéens ont besoin, la communauté internationale ne serait-elle pas mieux avisée d'agir en accompagnement positif ?

Le concours de la communauté internationale est indispensable...

Des ressources minières considérables

La bauxite, l'alumine, l'or et le diamant, une nature puissante et riche en eau, et, par-dessus tout, une population à l'âme forte, constituent le socle d'un retour à la prospérité perdue depuis cinquante ans. Mais le concours de la communauté internationale est indispensable à la relance urgente du développement économique comme au succès de l'évolution politique.

Pour la France, comprendre la Guinée et aider l'Europe et la communauté internationale à la comprendre, est un devoir moral et un impératif historique.

Guinée 1958-2008**L'indépendance et ses conséquences***A. Oumar Sy Savane L'Harmattan 2009*

La première partie traite la période de 1958 à la paire de gifles de Sékou Touré au général de Gaulle et à la ségrégation de la Guinée par l'Occident. La deuxième partie traite de la lutte menée pour l'intégration africaine, et enfin des questions d'actualité complètent ce paysage historico-politique.

Défis agricoles africains*J.C Deveze Ed. Karthala 2008*

Comment faire de l'Afrique un futur

giant agricole ? Tel pourrait être le sous-titre de cet ouvrage, centré sur le rôle des agricultures subsahariennes dans le développement du sous-continent et qui montre que, à l'heure où la crise alimentaire sévit, l'Afrique réunit toutes les ressources nécessaires pour devenir un géant agricole.

Afrique, passion et résistance*N.J.P. Ndiaye, L'Harmattan 2009*

100 articles de presse et de chroniques de Jean-Pierre Ndiaye : plus de trente ans de l'histoire de l'Afrique, mais aussi les relations entre l'Afrique et le reste

du monde et la recherche de solutions politiques qui s'appuient sur la notion de concorde et sur l'éthique d'une conduite sociale humaniste.

Le Darfour 2003-2008 Organisations internationales et crise régionale*Marc Frontier Bibliothèque Peiresc*

En un peu plus de cinq ans, la crise du Darfour est devenue l'une des plus complexes de la planète, débordant sur des pays voisins eux-mêmes instables. Cet ouvrage propose une explication du mécanisme qui a conduit à la situation d'aujourd'hui.

TELEGRAMMES

Afrique du Nord

- **Mauritanie** L'élection présidentielle prévue le 6 juin 2009 en Mauritanie, boycottée par l'opposition, a été reportée au 18 juillet pour permettre la participation de toutes les forces politiques et mettre un terme à la crise née du coup d'Etat du 6 août dernier ;

Afrique subsaharienne

- **Guinée Bissau** La Cour suprême a retenu 12 candidats pour l'élection présidentielle du 28 juin, qui désignera le successeur du président Nino Vieira, assassiné par des militaires en mars dernier. Huit candidatures ont été rejetées, dont celles de deux ex Premiers ministres ;
- **Côte d'Ivoire** La date de l'élection présidentielle ivoirienne a été fixée au dimanche 29 novembre prochain, a annoncé le président Gbagbo, alors que le recensement est avancé et que les ex rebelles ont transféré leurs pouvoirs aux préfets ;
- **Somalie** De violents affrontements entre islamistes radicaux et le gouvernement de transition du président Sharif Sheikh Ahmed, on fait plus de 200 morts depuis 1 mois ;
- **RDC** Tensions dans le Kivu où les populations fuient les violences qui se poursuivent malgré une opération militaire conjointe FARDC (Forces armées congolaises) et Monuc (Mission de l'organisation des Nations unies au Congo) contre près de 6 000 combattants FDLR dans les deux Kivus ;
- **Niger** Après avoir dissous l'assemblée nationale, le président Tandja a créé un comité pour réécrire la Constitution, en vue d'un référendum populaire. Le président nigérien souhaite briguer un troisième mandat.

Agenda

- 30 mai -4 juin : 42^{ème} Foire internationale d'Alger ;
- 30 mai -6 juin : 13^{ème} Ecrans noirs 2009 sur le thème « Economie et cinéma » à Yaoundé, Cameroun ;
- 4-12 juin : Festival du film environnemental d'Accra (EFFA) au Ghana ;
- 22-23 juin : Conférence sur les conséquences de la crise financière mondiale sur la banque africaine à l'auditorium de la Fédération bancaire française à Paris ;
- 27 -28 juin : Festival de l'Oh ! Conférences itinérantes sur le thème de l'eau sur les bords de la Seine et de la Marne avec cette année l'invitation du fleuve Niger Site : <http://www.festival-oh.cg94.fr>
- 29-30 juin : Salon international de la coopération sur le thème : « Mesures envisagées pour éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde à l'horizon 2025 » à Dakar ;
- 29-30 juin : Conférence sur le thème « G8 de l'investissement des infrastructures en Afrique », organisée par Corporate Africa à Londres.

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.